



UNION EUROPÉENNE  
Fonds Européen de  
Développement Régional



PRÉFET DE LA RÉGION  
PROVENCE-ALPES  
CÔTE D'AZUR



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

## FICHE OPÉRATION CIRP POIA

N° opération :	PA0020947
Bénéficiaire :	20001480100035 SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES PREALPES D AZUR
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

### IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

#### Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale

N° SIRET :	20001480100035
Raison sociale :	SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES PREALPES D AZUR
Adresse :	06460 SAINT VALLIER DE THIEY

#### Bénéficiaire Ultime / Personne Morale

N° SIRET :	38402148100013
Raison sociale :	MAISON REGIONALE DE L'EAU PACA
Adresse :	BP 4008 83670 BARJOLS

#### Bénéficiaire Ultime / Personne Morale

N° SIRET :	41957123700041
Raison sociale :	FEDERATION DES ALPES-MARITIMES POUR LA PECHE ET LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE
Adresse :	06200 NICE

## RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme opérationnel Interrégional FEDER du Massif des Alpes 2014-2020
Codification :	AP01 - Axe prioritaire : Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de montagne / OT06 - Objectif thématique : Préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation efficace des ressources / PI06d - Priorité d'investissement : Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et favoriser des services liés aux écosystèmes, y compris au travers de Natura 2000, et des infrastructures vertes / AP01-OT06-PI06d-OS2 - Objectif spécifique : Protéger la biodiversité et les continuités écologiques alpines

## DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Ingénierie scientifique et financière pour une gestion intégrée de la biodiversité, conciliant sa préservation et sa valorisation économique, dans un contexte de changement climatique
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	PNR des Préalpes d'Azur avec capitalisation des données et de la méthode à l'échelle du massif Alpin (réseau EV en Région SUD et AURA) et de la fédération des PNR
Zone(s) :	
Type	Libellé
Département INSEE	Alpes-Maritimes

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2018-POIA-OS2 : Protéger la biodiversité et les continuités ./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CIRP POIA en consultation écrite du 21 octobre 2019	Décisionnel	Dématérialisé	21/10/2019	Accepté
CIRP POIA en consultation écrite du 15 mars 2021	Décisionnel	Dématérialisé	15/03/2021	

Description de l'opération
<p>Les Préalpes d'Azur sont un territoire de transition entre Méditerranée et Alpes, riche d'une biodiversité exceptionnelle encore préservée. Il accueille 25 espèces menacées alpines d'intérêt communautaire.</p> <p>1er axe de la Charte du PNR (2012-2027) : « Fédérer les acteurs du territoire autour de la protection et de la gestion de l'exceptionnelle biodiversité et du paysage des Préalpes d'Azur »,</p> <p>Art 1 : Mieux connaître la biodiversité des Préalpes d'Azur pour faire du Parc un observatoire des patrimoines naturels et du changement climatique</p> <p>Art 2 : Maintenir et gérer l'exceptionnelle biodiversité présente sur le territoire (« informer les acteurs locaux de leur patrimoine exceptionnel »+ « gouvernance associée à la réalisation et à la mise en oeuvre de plans de gestion » + « système de veille et de gouvernance pour accompagner les acteurs pour la gestion des milieux naturels »).</p> <p>Art. 8 : Gérer les 6 bassins versants et les milieux aquatiques, notamment par des actions visant à « préserver les peuplements piscicoles, les milieux aquatiques, les zones humides et les réservoirs biologiques » et à « étudier l'impact du</p>

changement climatique sur la ressource en eau ».

Les moyens d'animation du Parc sont dédiés à l'animation courante des enjeux de la Charte, dont la recherche de moyens pour l'action. Le Parc est éligible aux cadres de subvention de ses partenaires et de l'Europe qui permettent de passer un cap de structuration, d'expérimentation et de diffusion pour les sujets en phase avec les priorités des financeurs. Le cadre de la convention de massif et du POIA favorise une diffusion/transfert des avancées apportées par les différents projets lauréats.

L'actualité du territoire est multiple :

1. L'évaluation de la charte et actualisation des priorités d'action concernant la préservation/valorisation de la biodiversité, et la perspective de renouvellement en 2020 des municipalités signataires qui renforce l'intérêt d'une clarification des enjeux.
2. Intégration cette année des Préalpes d'Azur au Système d'Information Territorial des PNR de PACA et du projet d'observatoire
3. La CAPG, un des EPCI signataire de la Charte du PNR, a été retenu comme territoire pilote pour un Contrat de Transition Ecologique qui a pour objectif d' « encourager le développement du territoire à partir de la richesse de la biodiversité et développer de nouveaux liens entre humains et nature », à l'échelle du Parc pour les actions chaque fois que pertinent. Certains acteurs militent pour la réintroduction d'espèces disparues ce qui nécessite expertise. Ce volet de la transition écologique, à la recherche d'une meilleure résilience fondée sur la biodiversité, rend nécessaire une animation quant aux modalités de valorisation économique de la biodiversité dans le respect de ses fragilités.
4. La stratégie Espace Valléen des Préalpes d'Azur prévoit dans son volet « Préparons notre futur » des actions en faveur de notre éco-capital et des mesures pour améliorer la résilience du territoire.
5. La validation prochaine d'une stratégie d'itinérance des Préalpes d'Azur qui veille à concilier valorisation et préservation des patrimoines.
6. La rivière Estéron, qui traverse le PNR sur une distance de 67km jusqu'à la confluence avec le fleuve Var, est reconnue et labellisée comme la plus grande « Rivière sauvage » de France depuis octobre 2018. Cette démarche a permis de démontrer la nécessité d'une concertation entre les acteurs publics et privés du bassin versant pour une gestion cohérente de la ressource et de l'environnement. La DDTM porte le projet d'intégrer une partie de ce site en zone Natura 2000, notamment sur injonction de l'Union Européenne pour la protection d'espèces d'intérêt communautaire comme *Klasea lycopifolia*. La maison régionale de l'Eau et la Fédération de pêche proposent d'un faire une référence régionale pour comparer la résilience d'une rivière peu anthropisée comparée à un cours d'eau aménagé face aux changements climatiques.
7. La mise en place d'un cadre juridique pour développer le mécénat, les premiers contacts confirment un intérêt pour la préservation de la biodiversité, de la forêt en particulier.
8. Les travaux exploratoires en terme d'évaluation des services écosystémiques : le PNR a été territoire pilote parmi plusieurs territoires Alpains pour qualifier les services rendus dans le cadre du projet interreg Alp'es. Ces travaux méritent une traduction opérationnelle et une approche en terme de « paiements pour services environnementaux ».

Dans ce contexte, le présent projet est déposé dans un montage multi-partenarial en lien avec les contextes 3,4, 6, 7 et 8 pour un financement d'ingénierie visant à affiner la connaissance de l'Estéron, rivière de référence, optimiser la connaissance pour une meilleure valorisation dans les projets, prioriser les actions entre une diversité d'acteurs dans le contexte de raréfaction des moyens et innover en matière de financements alternatifs aux aides.

#### Objectifs recherchés :

1. Développer la connaissance sur l'hydrosystème de l'Estéron, dont le caractère remarquable est validé par le label Rivière Sauvage, en vue de poser les bases de l'évaluation de son adaptation au changement climatiques (rivière non anthropisée plus résiliente ?) et d'un plan de gestion assurant le maintien du bon état.
2. Réaliser une base de données référençant la bibliographie naturaliste, localisant les sources d'information sur la biodiversité des Préalpes d'Azur et précisant leur contenu
3. S'accorder au sein d'une diversité de partenaires pour établir un programme d'actions 2020-2023 concernant notamment :
  - les modalités de valorisation de la biodiversité (du virtuel - doc, conférences), à l'immersion, selon la sensibilité des patrimoines), notamment dans le contexte du Contrat de Transition Ecologique (CAPG/Etat/PNR) qui vise à développer l'économie liée à la biodiversité, voire ouvre la discussion sur un nouvel équilibre entre le domestique et le sauvage.
  - les priorités d'actions pour optimiser le temps de travail de tous et la réponse aux appels à projets des financeurs (cohérence et optimisation des moyens à budget contraint)Ce programme d'actions permettra d'améliorer la prise en compte de la biodiversité dans les projets, les documents d'urbanisme et le développement local notamment en facilitant l'accès à la multiplicité des contenus bibliographiques.
4. En parallèle, une ingénierie financière sera déployée autour des notions de mécénat, de compensation volontaire d'impact

carbone, et d'une évaluation des services rendus (notamment par la forêt et l'Estéron Rivière Sauvage) pour progresser autour de la question du paiement pour services environnementaux (services rendus par les milieux non anthropisés et services rendus par les gestionnaires des espaces naturels en lien avec le statut de producteur de nature dans le Contrat de Transition Ecologique).

### Résultats escomptés (cible visée)

#### Résultats attendus action 1:

Les résultats doivent servir le suivi des rivières alpines et aussi répondre aux attentes locales, afin d'orienter les choix d'actions et d'aménagements sur le bassin versant.

- Gestion actuelle et future de la ressource
- Aménagements des sites naturels fréquentés et accueil du public.

#### Résultats attendus action 2:

- Savoir où rechercher l'information complémentaire aux données qui sont centralisées dans SILENE
- être plus efficace, plus précis lors de la réalisation de porters à connaissance/avis à destination des communes ou des porteurs de projets (meilleure prise en compte du patrimoine naturel et des fonctionnalités écologiques).

#### Résultats attendus action 3 :

- Arbitrages sur les capacités/modes de valorisation de la biodiversité dans le cadre du CTE
- Priorité d'action dans les domaines de la préservation, gestion et valorisation de la biodiversité des Préalpes d'Azur et ligne de partage entre les différents gestionnaires, acteurs et territoires
- Cooptation inter-territoriale de projets valant « offre de compensation » pour des projets en relevant.

#### Résultats attendus action 4 :

- Description de services écosystémiques rendus par le bassin versant de l'Estéron et leur estimation financière
- Mise en place d'un fonds de gestion locale sylvicole
- Développement du mécénat territorial ou la compensation volontaire d'un bilan carbone positif
- Analyse de transférabilité des acquis à d'autres territoires (étude Estéron au sein d'un réseau Européen, fonds forestiers à l'échelle de la Région Sud PACA, déjà en transfert depuis Auvergne Rhône Alpes.

### Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/05/2019	Fin : 31/12/2022
1 - Acquisition de connaissances « Caractérisation d'un hydrosystème alpin en contexte méditerranéen face aux changements climatiques régionaux : cas d'étude de l'Estéron » : de mai 2019 à mai 2022 (Etudes sur sites puis rédaction des rapports)		
2 - Structuration de la connaissance « Organisation de la bibliographie naturaliste » : recrutement d'un géomaticien en renfort en 2020		
3. Définition d'un programme d'actions concerté : préparation en 2019, animation en 2020 et 2021		
4- Ingénierie financière pour de nouvelles ressources au service de la biodiversité : animation sur la durée du projet		



UNION EUROPÉENNE  
Fonds Européen de  
Développement Régional



RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

## DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant ( TTC)
Dépenses de communication de l'opération	Direct	Fonctionnement	6 000,00 €
Dépenses de communication			
Dépenses de déplacement, de restauration, d'hébergement	Direct	Fonctionnement	12 500,00 €
Dépenses de déplacement			
Dépenses de personnel	Direct	Investissement	163 747,00 €
Dépenses de personnel			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	14 100,00 €
Dépenses d'équipement			
Total :			196 347,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Oui

**Détails des  
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	50,00	98 173,00			
ETAT	Services du Premier ministre	Impulsion et coordination de la politique d'aménagemen t du territoire	Auc / Aucun régime d'aide	25,57	50 212,75			
<b>Total co- financier</b>				<b>75,57</b>	<b>148 385,75</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Bénéficiaire				24,43	47 961,25			
COUT TOTAL ELIGIBLE				<b>100,00</b>	<b>196 347,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

## INSTRUCTION

Service instructeur :	Service POIA	Avis du service instructeur :	Favorable
-----------------------	--------------	-------------------------------	-----------

### Motivation du service instructeur :

Suite à la demande d'avenant portée par le chef de file, en concertation avec les autres partenaires, l'Autorité de Gestion a procédé à l'analyse des ajustements sollicités et à leur justification.

Il s'agit précisément des points suivants:

- changement de la date de début d'exécution physique comme d'éligibilité financière en l'avançant d'un mois, soit du 1er juin 2019 au 1er mai 2019. En effet, le dossier initial, déposé en 2018, prévoyait un début d'opération au 1er janvier 2019. Cela étant, la phase d'instruction a nécessité un temps plus long qu'anticipé par les porteurs de projet, principalement en raison du besoin de stabiliser les actions éligibles (respect des attentes en matière de plus-value interrégionale) et le plan de financement en dépenses et en ressources. Le projet n'ayant pu démarrer avant que l'ensemble des cofinanceurs et porteurs soit d'accord sur l'opération soutenue, le chef de file a demandé une date de démarrage au 1er juin 2019. Il s'avère, dans les faits, que ses partenaires avaient commencé à préparer le lancement du projet dès mai, et procédé à de premières commandes. Les échanges en cours d'instruction entre le chef de file et ses partenaires, peu expérimentés en gestion de fonds européens, s'étant concentrés sur le contenu des activités à mener, ils n'ont pas permis d'identifier sur le moment les enjeux de dates liés aux premières livraisons et acquittements de matériel. Au cours de la mise en œuvre du projet, et de son suivi financier, le chef de file s'est aperçu de ce décalage de calendrier, ce qui a motivé entre autre la présente demande d'avenant. Le matériel commandé, réceptionné, et payé en mai, est indispensable à la réalisation des résultats attendus et à la disponibilité des livrables. En outre, leur coût (modeste) était bien intégré au budget conventionné. Aussi, l'Autorité de Gestion accepte t elle d'avancer la date de début de l'opération du 1er juin au 1er mai 2019, et ainsi permettre l'éligibilité de ces dépenses programmées.

- augmentation du coût total lié à l'augmentation des dépenses du partenaire "Maison Régionale de l'Eau": suite à la tempête Alex survenue en octobre 2020 sur une partie des Alpes du Sud, du matériel de mesure installé sur l'Estéron et ses affluents ont été endommagés. Il s'agit de 5 enregistreurs de température et pression. Leur étanchéité a été compromise en raison de la quantité de sables et de graviers dragués par la violence des eaux. Ils ne sont donc plus utilisables. Afin de ne pas compromettre la campagne de 2020, du matériel issu d'autres activités de suivi scientifique de la MRE a été réinstallé temporairement en remplacement. Néanmoins cette solution n'a pas vocation à perdurer, menaçant les missions de la MRE sur d'autres territoires. Il convient donc de remplacer le matériel inutilisable pour la bonne poursuite du projet POIA et l'atteinte des résultats escomptés. La MRE souhaite donc ajouter aux dépenses initiales l'acquisition de ce nouveau matériel. L'estimation de ce coût additionnel se fonde sur la facture de l'achat du matériel initial, soit 3450 euros. En outre, 3 filets fauchoirs, nécessaires aux inventaires sur l'Estéron, ont également été endommagés. Leur remplacement est estimé à 250 euros. Aussi, le montant de la catégorie "dépenses d'investissement" du budget du partenaire MRE augmenterait de 3 700 euros par rapport au budget conventionné.

- augmentation du montant de la subvention FEDER, à taux de cofinancement constant:  
face à cette augmentation raisonnable et dûment justifiée, le bénéficiaire sollicite le maintien du taux de cofinancement du FEDER POIA à 50%, entraînant ainsi une subvention totale revue à la hausse, passant de 96 323 euros à 98 173 euros. L'Autorité de Gestion, solidaire avec les territoires et acteurs ayant subis la dévastatrice tempête Alex, dont les conséquences peuvent être qualifiées de cas de force majeure, accepte d'augmenter sa contribution numéraire et de maintenir le taux d'intervention à 50%, et ce d'autant plus dans un contexte de fin de programmation du POIA avec une enveloppe de fonds européens disponibles.

- ajustement du montant de la subvention FNADT:

- \*lors de la programmation du POIA, le financement du FNADT restait prévisionnel (lettre d'intention à l'appui). Lors de l'instruction du dossier de demande de financement par la Préfecture, des ajustements sur l'assiette éligible retenue par le FNADT ont été apportés. L'avenant est l'occasion d'ajuster les montants liés aux actes d'attribution du FNADT (2019 et 2020) et aux propositions envisagées sur les dernières années. Cette enveloppe subventionnable est donc révisée à 163 677 euros.

- \* en outre, la MRE a adressé au FNADT la même demande qu'au POIA d'intégrer au budget total le coût du remplacement du matériel endommagé, et de maintenir le taux de cofinancement programmé, à savoir 30%, induisant une augmentation en numéraire de la subvention. Cette sollicitation a été entendue favorablement par l'ANCT, qui augmente ainsi sa contribution en euros au projet, soit une subvention révisée totale passant de 49 193 euros à 50 212,75 euros.

Par ailleurs, il est à noter que cet avenant inclut également:

- un changement des dates de fin d'exécution physique et d'éligibilité financière. En raison de la crise sanitaire liée au covid-19,



UNION EUROPÉENNE  
Fonds Européen de  
Développement Régional



RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

et en cohérence avec la décision de l'Autorité de Gestion d'accorder 6 mois supplémentaires à l'ensemble des projets en cours en mars 2020 dans le respect du calendrier de fin de programmation des Programmes Opérationnels (arrêté n° 2020 - 99 du Président Renaud Muselier, du Conseil Régional SUD), l'instructeur propose, dans le cadre de cet avenant, d'identifier les besoins réels des porteurs de projet de prorogation de la fin d'exécution physique du projet, et de vérifier si 6 mois additionnels sont suffisants. En retour, le chef de file a confirmé son souhait de pouvoir fixer cette date au 31 décembre 2022. Quant à l'éligibilité financière, la prorogation étant contrainte par la fin de programmation de l'AG, elle est reportée au 31 mars 2023.

En conclusion, l'avis final de l'instructeur est favorable pour tous les points nécessitant une révision.

Le plan de financement, en dépenses et en ressources, ainsi que les dates de l'opération ont été modifiés en ce sens. Il conviendra de modifier l'annexe 1 de la Convention. Afin d'actualiser les périodes pour lesquelles les livrables sont attendues, il sera nécessaire d'apporter des modifications mineures à l'annexe 3. Les résultats escomptés, les moyens mobilisés et les livrables attendus demeurant tel que définis à la programmation initiale. En outre, aucun impact sur l'annexe 2 n'est constaté.